

ETUDE SUR L'EQUATEUR
en vue de la définition d'une politique
de Coopération technique

1. Introduction

En réponse à notre lettre ainsi qu'au questionnaire du 16 août 1974, M. Spiro, nous a soumis une étude sur l'Equateur devant nous permettre de réorienter nos activités de coopération technique avec ce pays. Une telle réorientation se justifie pleinement, car la découverte et l'exploitation des ressources pétrolières, ainsi que l'ouverture de l'oléoduc transandin ont fait de l'Equateur un exportateur de pétrole. Cet événement devrait constituer un véritable tournant pour l'économie équatorienne. Ainsi en 1974, les revenus pétroliers prévus étaient de 15'227 millions de Sucres (1,5 milliards de francs environ). Les recettes du pétrole ont d'ailleurs cru à un tel rythme que le Gouvernement a été contraint de congeler dans un compte spécial en devises étrangères ("Fondo Nacional de Desarrollo" - FONADE) auprès de la Banque Centrale la différence résultant entre le prix du 10.11.73 (US\$ 7,30 /baril) et les prix successifs atteints par le pétrole (US\$ 10/baril le 16.12.73 et US\$ 13,70 au début 1974). L'idée est de n'utiliser ces fonds que pour des opérations commerciales avec l'extérieur, afin d'éviter une augmentation démesurée de la circulation monétaire intérieure.

La répartition des recettes du pétrole prévues pour 1974 a été la suivante (en millions de Sucres et en % par rapport au total) :

	<u>Sucres</u>	<u>%</u>
- Fond d'opérations du Trésor	4'019	26,5
- Ministères (Santé, Travail, Agriculture, Ress. Nat.)	798	5,2
- Entreprises (INECEL:12,8%, CEPE)	1'990	13,1
- IECE (bourses d'études)	10	0,1

	<u>Sucres</u>	<u>%</u>
- Fond National de Participation	233	1.5
- Reste secteur public (Forces Aériennes, Défense nationale, Marine marchande, Universités, etc.)	2'466	16.2
- Entités financières (Banque Centrale, Banque de Développement, Banque de logement)	455	3.0
- FONADE	5'217	34.2
- Universités privées	23	0.1
- Participation ouvriers des campagnes pétrolières	20	0.1

2. Propositions de M. Spiro

Dans son étude M. Spiro met l'accent sur la médiocrité d'une partie importante des cadres appelés à gérer les revenus du pétrole et sur la nécessité impérieuse pour l'Equateur de disposer d'un personnel qualifié pour mener à chef le nombre imposant de projets étudiés ou en cours d'étude auprès des différents services ministériels et des organismes publics. Le secteur prioritaire d'intervention serait donc celui de la formation, en particulier aux niveaux suivants :

- a) enseignement supérieur, par exemple auprès de l'Institut National des Hautes Etudes, institution destinée à former le personnel civil et militaire appelé à occuper les postes clesfs de l'administration publique;
- b) enseignement technique, par ex. au niveau du SECAP dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme;
- c) formation du personnel s'occupant de la conservation des récoltes. Il semblerait qu'un projet dans ce domaine ait déjà été étudié par le Ministère de l'Agriculture. Son financement paraît assuré, les terrains expropriés, le matériel sur le point d'être commandé, mais il manque le personnel qualifié;
- d) planification du développement rural auprès de la Direction des coopératives;

e) colonisation dans l'Orient (il s'agit du projet de l'organisation Frères de nos Frères);

f) octroi de bourses d'études

M. Spiro exprime sa préférence pour les projets b), c), d) et e)

3. Remarques sur l'étude et les propositions de M. Spiro

Il faut reconnaître que M. Spiro a consenti un effort non négligeable pour réaliser l'étude que nous lui avons demandée. Celle-ci contient un ensemble d'informations intéressantes, parfois critiques, qui permettent de mieux cerner la réalité socio-économique de l'Equateur et les difficultés auxquelles se heurte le processus de développement.

Cependant l'étude aurait gagné en clarté si elle avait été plus analytique et si le projet politique (le modèle de développement) que les Forces Armées au pouvoir veulent promouvoir avait été examiné avec plus de rigueur. Dans ce contexte, des renseignements sur la ligne politique qui prévaut actuellement au sein des Forces Armées, sur les forces sociales qui appuient et sur celles qui combattent le programme mis en oeuvre par les militaires (à l'intérieur et éventuellement à l'extérieur), sur les chances de réussite des principales mesures et réformes préconisées et les effets probables que celles-ci auront au niveau économique (répartition de la terre et des richesses, répartition du revenu, emploi) et social (renforcement des certains groupes sociaux, etc.) auraient permis de donner un contenu plus précis aux différents projets (d'infrastructure, de production ou de développement social) du secteur public.

Faute d'une analyse de ce type on court le risque technocratique de réduire les problèmes de développement au transfert "efficace" et "rationnel" des revenus du pétrole à certains projets du secteur public. Le remède à une telle situation serait alors bien simple: améliorer l'organisation et le fonctionnement du secteur public, ainsi que la formation de ses cadres. Même si l'on peut admettre que la matérialisation des projets a une importance évidente dans un pays qui dispose

de ressources financières abondantes mais ne compte pas sur un secteur public efficient, il ne faudrait pas oublier que les projets ne constituent pas un but en eux-mêmes. Ils sont au contraire l'expression concrète de choix précis.

Il va de soi qu'une telle analyse ne constitue qu'un premier canevas d'éléments à prendre en considération lors de l'étude de l'un ou l'autre des projets proposés et que des informations beaucoup plus concrètes (étude de projet) devraient être fournies le moment venu.

Il convient enfin bien de relever que les instruments d'analyse dont nous disposons à la Centrale pour réaliser une étude sérieuse sur l'Equateur sont nettement insuffisants et que le danger de tomber dans l'amateurisme est assez grand.

4. Problèmes à discuter en vue de la définition d'une politique de coopération technique en Equateur

- a) Arguments pouvant justifier une continuation de notre coopération technique en Equateur
- b) Financement de notre programme en Equateur. Possibilités:
 - le programme sera exécuté jusqu'à épuisement des fonds en monnaie locale disponibles sur place (remboursement de prêts) en fonction de nos nouvelles priorités
 - le programme pourra aussi être financé par le crédit-cadre de CT (maximum par an: Frs.) à condition que l'Equateur assure des contre-prestations financières plus élevées (% du coût total du projet:)
- c) Contenu de notre nouveau programme : définition d'une politique
 - secteurs et niveaux d'intervention
 - groupes sociaux bénéficiaires
 - partenaires préférentiels, etc.
- d) Examen des idées de projets
 - projets proposés par M. Spiro en accord avec notre nouvelle politique et méritant d'être retenus pour une étude plus approfondie
 - autres idées de projets à proposer à M. Spiro pour étude
- e) Marche à suivre

Spiro